

International

VU DE LA CÔTE OUEST (2): DE NOS JOURS, C'EST CHACUN POUR SOI

Jules Fournier

24/04/2020

Alors que New York reste le foyer de l'épidémie de Covid-19 aux États-Unis, a contrario de San Francisco qui fait office de cas d'école en ayant réussi à "aplatir la courbe", Donald Trump a engagé un bras de fer avec certains États démocrates pour mettre fin au confinement et relancer l'économie. Pour Jules Fournier, consultant en stratégie dans l'industrie tech, la santé des Américains est en jeu tout comme celle de la démocratie américaine.

Vers un *new normal* en Californie

Il n'y aura pas de 11 mai en Californie.

Contrairement à la stratégie énoncée par le président de la République en France – une date comme cap et comme exutoire pour mobiliser toutes les énergies vers un objectif assumé –, et alors même que le président américain, dans des conférences de presse quotidiennes aux allures de *one-man show* télévisé, s'est engagé dans un véritable bras de fer pour mettre fin au confinement dans les plus brefs délais, le gouverneur démocrate de la Californie, Gavin Newsom, a fixé les six paramètres de sortie de crise sans être en mesure de dire à quelle date ils seront réunis :

1. les capacités de test ;
2. la capacité à prendre en charge les personnes à risque ;
3. la capacité des hôpitaux à faire face à un nouveau pic éventuel ;
4. l'identification de traitements ;
5. la mise en œuvre de mesures pérennes de distanciation sociale dans les lieux publics ;
6. le développement d'un système de suivi statistique de l'évolution de l'épidémie permettant de déceler en amont tout signe potentiel de reprise afin de permettre aux autorités d'instaurer un nouveau confinement en cas de besoin.

D'ailleurs, contrairement aux rêves présidentiels d'une réouverture uniforme et massive de

l'économie américaine, le gouverneur de l'État le plus peuplé du pays a expliqué qu'il était probable que les comtés ne rouvrent que progressivement, au fur et à mesure de l'évolution des six critères pré-cités dans chacun d'entre eux. Alors que le *Golden State* était considéré comme potentiellement l'un des plus vulnérables en raison notamment de ses liens avec la Chine – **près de six cents vols directs**, transportant cent cinquante mille voyageurs, étaient arrivés de Chine au mois de janvier dernier seulement – l'État a réussi, jusqu'à ce jour, à éviter une situation aussi terrible que celle qui a frappé l'État de New York. En particulier, San Francisco fait déjà office de cas d'école – un **article dans l'influent *The Atlantic*** le week-end dernier présentait la ville comme « celle qui a réussi à aplatir la courbe ». La prudence reste néanmoins de mise : l'État a enregistré en fin de semaine dernière **le nombre le plus élevé de décès en une journée** et la ville de San Francisco a rendu le port d'un masque de protection obligatoire à l'intérieur des commerces et dans toute situation de proximité physique – les longues lignes qui s'étendent devant les supermarchés, par exemple –, précisant que cette règle ne dispensait pas des mesures de distanciation sociale et caractérisant cette situation de « **new normal** ». Un **new normal** dont **le gouverneur de Californie essaye lui aussi de tracer les premiers contours**, évoquant un hypothétique dîner au restaurant post-confinement digne d'un film de science-fiction avec prise de température corporelle avant d'entrer dans l'établissement vidé de la moitié de ses tables, serveurs gantés et masqués et menus en papier jetable.

Une bataille d'ordre constitutionnel

Malgré la crise économique et sociale engendrée par l'urgence sanitaire – vingt-deux millions d'Américains se sont inscrits au chômage en trois semaines –, malgré un plan de sauvetage de l'économie historique – plus de deux mille milliards de dollars –, les discours prononcés par les responsables politiques américains ne s'embarrassent pas d'oripeaux idéologiques, de remises en question métapolitiques et de réflexions sur le *monde d'après* : ici, pas de réflexions sur les *distinctions sociales uniquement fondées sur l'utilité commune* ou de promesses de réinventions individuelles et collectives.

La seule bataille proprement politique qui s'est engagée est d'ordre constitutionnel : convaincu d'un rebond économique rapide – « **c'est juste une intuition, mais j'ai eu de très bonnes intuitions au fil des années** » –, le président américain a d'abord souhaité imposer aux États la date et les modalités de réouverture de leur économie sans vraiment se préoccuper des modèles épidémiologiques.

En début de semaine dernière, il a ainsi tenté d'affirmer son autorité sur les États, proclamant que « **quand quelqu'un est président des États-Unis, son autorité est totale** » et assurant que « de

nombreuses » dispositions dans la Constitution lui offraient la prérogative de passer outre le pouvoir d'un État fédéré qui déciderait de ne pas abroger l'ordre de confinement. Rapidement, responsables politiques et constitutionnalistes ont remis en question sa lecture de la Constitution, laquelle, dans son dixième amendement, établit les bases de l'organisation du pouvoir entre État fédéral et États fédérés : « Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ou refusés par elle aux États, sont réservés aux États respectivement, ou au peuple », consacrant « la compétence générale de droit commun des États [fédérés], pour parler le langage administratif français ». En somme, la clause générale de compétence revient aux États fédérés, les compétences de l'État fédéral étant définies et limitées par la Constitution.

Cette question touche en fait à l'essence de la construction politique et historique des États-Unis. Ce dixième amendement, qui fait partie du *Bill of Rights*, la Déclaration des droits, visait originellement à restreindre le pouvoir de l'État fédéral pour protéger les libertés individuelles : « Pour beaucoup d'Américains de l'époque révolutionnaire, un gouvernement central avec trop de pouvoir représentait la plus grande menace sur les libertés », explique la constitutionnaliste Linda Monk.

Le régime politique américain a beau être *présidentiel*, cela ne signifie pas pour autant que les pouvoirs sont concentrés dans les mains du président : Olivier Duhamel rappelait dans un article de la revue *Pouvoirs* qu'un régime présidentiel repose « sur l'irrévocabilité politique mutuelle des pouvoirs : l'exécutif n'y est pas responsable devant le législatif, et peut donc se perpétuer sans la confiance de ce dernier ; le législatif n'y est pas révocable par l'exécutif, et peut donc s'y opposer sans risque de dissolution ».

Passée cette caractérisation du régime politique américain, présidentiel sans aucun doute, reste à s'interroger sur le partage des compétences entre État fédéral et États fédérés. Pour ce faire, il faut se souvenir que les États-Unis se sont construits en opposition à l'oppression d'un souverain, en l'occurrence britannique. L'indépendance des États fédérés et la protection des libertés individuelles face à tout pouvoir central organisé étaient ainsi au cœur des débats politiques et des travaux constitutionnels, et l'on se souvient également que la question du port d'armes, si étrangère à notre culture européenne, trouve là ses racines historiques profondes. Chief Justice Marshall, président de la Cour suprême pendant plus de trente ans au début du XIX^e siècle, avait rapidement perçu la place centrale que cette problématique allait prendre dans l'organisation du pays en déclarant que « la question de l'étendue des pouvoirs effectivement accordés se pose sans cesse et continuera probablement de se poser tant que notre système existera ».

« Nous n'avons pas un roi, nous avons un président », a déclaré en réaction Andrew Cuomo, le

gouverneur démocrate de l'État de New York et qui a promis, si le président américain continuait de menacer le pouvoir des États, « **une crise constitutionnelle inédite depuis des décennies** ». Ce dernier, en première ligne durant la crise qui a déjà fait plus de dix mille victimes dans l'État, a émergé ces dernières semaines comme une figure politique majeure de l'opposition au président républicain... à tel point que sa candidature à l'élection présidentielle de novembre prochain a commencé à être sérieusement évoquée, **appuyée par un sondage** qui indiquait à la fois qu'une majorité d'Américains et une majorité de démocrates voyaient en lui un meilleur candidat que Joe Biden, désormais seul en piste pour représenter le Parti démocrate suite au retrait de Bernie Sanders début avril 2020. Après plus de six mois à monopoliser les débats publics et les chaînes d'information en continu avec des primaires spectaculaires, les candidats démocrates sont en effet devenus inaudibles, balayés par l'actualité. Comme il l'a fait à de multiples reprises, le président américain en a profité pour essayer de déstabiliser l'opposition, affirmant que le gouverneur de l'État de New York serait « un meilleur candidat que Sleepy Joe ».

Pourtant, dans une séquence comme seule la télévision américaine est capable d'offrir, interrogé par son frère Chris Cuomo, journaliste vedette de CNN de retour de convalescence après avoir souffert du Covid-19, **Andrew Cuomo a fermé la porte à une candidature présidentielle**. Il l'a répété à plusieurs reprises : **son mandat de gouverneur est celui dont il a toujours rêvé**, lui qui a vécu toute sa vie à New York. C'est également le mandat que leur propre père Mario avait exercé pendant douze ans pendant les années 1980 et 1990 : alors une figure majeure du Parti démocrate américain, il avait lui aussi refusé à plusieurs reprises de se présenter à l'élection présidentielle. Dans son livre *Promise Me, Dad*, Joe Biden avouait d'ailleurs son affection et son admiration pour la figure de Mario Cuomo – « one of the few officeholders who I ever looked at and thought, whoa, this guy might be better than me ». Le genre de phrases que l'on aurait bien du mal à imaginer lire de la plume d'un responsable politique européen.

Quand Donald Trump appelle à libération de certains États soumis au confinement...

Après avoir finalement concédé le 16 avril dernier aux gouverneurs le soin de décider de la date et des modalités de réouverture de leur économie, le président américain a semble-t-il changé d'avis : vingt-quatre heures plus tard, il encourageait ouvertement des petites manifestations spontanées qui ont vu, dans quelques États, des républicains radicaux dénoncer les ordres de confinement. Sur Twitter, il appelait ainsi à « libérer » plusieurs de ces États, tous démocrates, exhortant même les citoyens de la Virginie à protéger leur « great 2nd Amendment » alors que **l'une des législations les plus restrictives en matière de port d'armes a été adoptée** il y a quelques semaines par le Parlement

de l'État.

Pendant ce temps-là, les Américains attendent toujours les chèques de 1200 dollars promis dans le cadre du plan de sauvetage de l'économie : pour la première fois de l'Histoire, le président américain a demandé à ce que sa signature apparaisse sur chacun d'entre eux – ce qui pose des questions juridiques, celui-ci n'étant pas autorisé à signer des chèques émis par le Département du Trésor américain. « **A break in protocol** », d'après le *New York Times*, « **an unprecedented move** » pour le *Washington Post*... et un élément de réflexion de plus sur l'état de santé de la démocratie américaine.